

SCÈNES MÉDIATIQUES ET ARÈNES DE DISCOURS

Formes d'engagement dans un monde perdu

Christine SERVAIS

Cet article s'inscrit dans le cadre général d'un questionnement à propos de l'émergence sur la scène publique de nouvelles formes de rassemblement politiques, voire de nouvelles arènes de discours sur Internet. Je vais m'intéresser à la constitution de l'espace public médiatique en tant que « scène » d'apparition de publics susceptibles de se constituer en formes collectives de prise de parole. Ce sont donc les modalités d'engagement individuel et collectif que je vais tenter de décrire, en m'attachant à comprendre si et comment celles-ci sont en mesure de faire émerger une forme collective à caractère politique et à quel type d'action, individuelle ou collective, elles engagent. Mon point de départ sera le suivant : nous ne pouvons pas simplement considérer que la sphère médiatique est le reflet ou le miroir de la sphère publique, car l'émergence de toutes ces nouvelles formes de rassemblement (et d'une certaine manière, de tout collectif) *est* médiatique, c'est-à-dire qu'elle en passe par une médiatisation. Et cette médiatisation « met en corps » (Muhlmann, 2004, p. 259) et configure ces collectifs : elle a une dimension performative et non simplement descriptive ou constative (Servais, 2014). Ceci implique que l'on ne peut se limiter à une analyse des discours médiatiques en termes de significations immanentes, mais qu'il importe de prendre en compte cette dimension performative. Je vais ainsi procéder à une analyse de discours¹ en m'interrogeant sur ce qu'ils « font » à leurs lecteurs en termes d'appartenance collective, et j'espère contribuer par là à nous donner également quelques pistes pour comprendre ce qui, dans ces discours particuliers, désarme la critique.

Dès le début des années 2000, les formes intensément interactives du numérique avaient appelé toute une série d'études qui, au croisement des travaux en sociologie des médias et des recherches sur la démocratie représentative et la sphère publique, avaient commencé à s'interroger sur les formes spécifiquement communicationnelles de la formation de l'espace public numérique.

1. Il s'agit d'un ensemble de vidéos et de commentaires d'internautes postés à leur suite sur le site de « Riposte Laïque » et sur la page Facebook de « Français de Souche », consultés entre le 15 août et le 25 septembre 2016. Quelques citations annexes sont issues d'une seconde consultation entre le 10 et le 15 février 2017. J'expliquerai plus loin le choix de ce corpus.

Internet semblait démontrer à nouveau à quel point « les conditions et les circonstances de la communication jouent un rôle important dans la perpétuation et la problématisation des modèles politiques institués, de la même façon qu'elles contribuent à faciliter l'émergence et la stabilisation de développements alternatifs » (Dahlgren, 2003, p. 293). Un immense corps de textes, d'échanges, de discussions et de formations collectives émergeait en effet sous nos yeux, rendant urgente l'analyse de la vitalité démocratique que receaient (ou qu'étouffaient) ces nouveaux modes de production, de diffusion, de réception et d'échange des discours à caractère politiques. Au-delà d'une évaluation de cette sphère publique par rapport aux conditions qu'elle offre d'une délibération véritablement démocratique (ouverture à une hétérogénéité d'acteurs, qualité des arguments, etc.), l'enjeu de ces recherches a concerné avant tout la constitution des publics et tournait autour de la question suivante : ces nouveaux dispositifs les rendent-ils capables de s'emparer de la chose publique ?

Lorsqu'en 2008 Patrice Flichy fait un premier bilan de ces recherches, il met en évidence leur caractère contrasté, concluant, comme on pouvait s'y attendre, qu'Internet « n'a pas en lui-même d'effets positifs ou négatifs sur la délibération démocratique », mais affirme néanmoins quelques lignes plus haut qu'il a une « homologie forte avec de nouvelles formes de participation et de délibération démocratiques » (Flichy, 2008, p. 180). Or, tout comme les travaux s'intéressant au rôle politique de la société civile cité par Peter Dahlgren (2003, p. 295) avaient négligé le fait que toute une série de manifestations antidémocratiques, comme les groupes fascistes et racistes, s'appuient eux aussi sur la société civile pour entraîner les citoyens à s'engager, les recherches qui sont ici en question semblent avoir négligé que, tout comme les mouvements antimondialisation, ces mêmes groupes antidémocratiques recourent eux aussi aux vertus d'Internet, en s'appuyant pareillement sur ses fonctions de vigilance, de dénonciation et de notation², et comptant pareillement sur une « participation active des publics citoyens à la publication en ligne de l'information » (Proulx, 2012) pour les engager à s'emparer de la chose publique. C'est bien ce que, faisant suite à une inquiétude grandissante quant à l'existence d'une « fachosphère », l'élection de Trump a subitement mis en lumière.

2. C'est Fabien Granjon qui, dans une étude sur ATTAC, évoque une « affinité structurelle » entre Internet et le « mouvement antimondialisation » : tous deux occupent selon lui des fonctions voisines : la vigilance, la dénonciation et la notation, considérées comme bases de la « contre-démocratie » décrite par Pierre Rosanvallon (2006). Cité par Flichy (2008, p. 179).

Le caractère contrasté des recherches liant Internet à la question de la vitalité démocratique conduit en tout cas à un premier constat : il est nécessaire d'analyser des dispositifs communicationnels particuliers, toute généralisation ayant sans doute une dimension davantage invocatoire ou idéologique que proprement heuristique. Dans l'analyse des deux dispositifs particuliers que je propose ici, je ne m'intéresserai pas aux acteurs proprement dits (leur nombre, leurs qualités, leur diversité d'opinion, leur exposition aux médias) ni à la question de savoir si le site de « Riposte Laïque » ou la page Facebook de « Français de Souche » respectent ou non les conditions d'une délibération, mais je vais aborder de front la question du « faire public » : quel type de rassemblement ces deux dispositifs configurent-ils ? Autour de quel « commun » ? Qu'est-ce qui est susceptible d'être échangé ou partagé ? Un jugement ? Une expérience ? Une reconnaissance ? Une opinion ? Une identité ? En d'autres termes : si les médias « mettent en corps » leur public, à quoi ressemble, ici, ce corps collectif ? Je m'inscris donc dans le cadre général d'un questionnement sur les liens entretenus entre la société civile et la sphère publique, mais avec un focus sur la problématique de l'identité individuelle et collective que ces dispositifs appellent, favorisent ou mettent en place. En considérant que les dispositifs médiatiques auxquels je m'intéresse opèrent une *médiation* entre ces deux formes d'identités, je pose la question du « nous » engendré par ces dispositifs, et du sentiment qu'ils donnent ou non à leurs participants d'appartenir à un collectif apte à dynamiser et orienter la sphère publique. Enfin, et puisqu'il semble y avoir, en apparence, homologie entre les usages d'Internet par des groupes émancipatoires et des groupes d'extrême droite, je m'interrogerai plus spécifiquement encore sur la dimension proprement politique de ces collectifs, au sens où Chantal Mouffe (1993, 2016) parle *du* politique (par opposition à *la* politique) ou encore au sens où Jacques Rancière (1995) distingue un ordre politique d'un ordre policier, à savoir sur la possibilité pour ces collectifs de bouleverser les partages du sensible existants, « les définitions prévalentes ou les agendas dominants » (Dahlgren, 2003, p. 302).

Mon entrée sur ces pages Internet se fera à partir de deux thématiques, choisies parce qu'elles rencontrent à la fois deux des caractéristiques principales du discours d'extrême droite et ma problématique de recherche : d'une part la révélation des faits, en rapport direct avec la possibilité de proposer d'autres partages du sensible, et d'autre part la formation d'un collectif, à caractère politique ou non, autour de cette vérité des faits. J'analyserai donc dans un premier temps des vidéos présentées sur le site de « Riposte Laïque » et la page Facebook de « Français de Souche » pour m'intéresser

ensuite aux commentaires postés à leur suite, afin de comprendre quel type d'interactions ces vidéos sont en mesure de susciter entre les citoyens. Ces deux portes d'entrée ont en outre une pertinence propre puisqu'elles vont permettre de s'attarder sur deux formes relevant toutes deux de l'utopie attachée au média Internet : la transparence et le rapport direct entre citoyens. Au fond, il s'agit de se demander ce que produit, en termes d'appartenance collective, la rencontre, sur ces pages, entre un positionnement par rapport aux faits caractéristiques de l'extrême droite d'un côté et le média Internet de l'autre.

LES « *COUNTERPUBLICS* »

J'ai dit plus haut que ce qui m'intéressait était la dimension performative du dispositif médiatique ; il ne s'agit donc pas de considérer que l'expression publique manifestée sur ces pages Internet existerait « en soi » et que les dispositifs (principes de publication, structure de la page, etc.) ne feraient que la recueillir, mais bien de considérer qu'ils la conditionnent, de la même manière qu'ils mettent en forme un collectif qui ne leur préexiste pas comme tel. Saisir cette dimension performative est néanmoins délicat. Sans convoquer ici les débats qui animent les études de réception sur la nature contraignante des dispositifs et la liberté des récepteurs, ainsi que sur les méthodes aptes à les démontrer, il est pourtant nécessaire de clarifier la position de cette analyse relativement à ses cadres théoriques. Je parlerai pour désigner mes objets d'analyse de « scènes du sensible médiatique ». Cette notion ne désigne pas un espace/temps symbolique (scène de théâtre, plateau TV, page de journal ou site Internet), mais est destinée à rendre compte du partage du sensible que proposent les représentations médiatiques, c'est-à-dire du monde commun qu'elles proposent et des places attribuées à chacun dans ce commun (Servais, 2015a).

Cette notion entre en résonance avec d'autres, comme celle de « sphère publique alternative » (Hellström et Edenborg, 2016, p. 459), ou celle d'« espace d'apparition », que Silverstone (2007) reprend à Arendt afin de décrire les médias comme des domaines publics où des êtres humains, apparaissant les uns aux autres, constituent un monde partagé. Elle est également proche de la notion de « counterpublics » proposée, à partir du travail de Nancy Fraser, par Hellström et Edenborg (2016, pp. 462-463). Ces auteurs présentent les « counterpublics » comme des « arènes alternatives de discours

définies par l'expérience commune qu'ont leurs membres d'être exclus de la sphère publique *mainstream* ou d'y être représentés de manière incorrecte ». Ainsi définis, ces espaces « contre-publics » sont le lieu d'une réidentification collective ; ils ne sont pas nécessairement progressistes ou émancipatoires : les auteurs estiment qu'ils peuvent être utilisés aussi bien pour s'insurger contre des injustices que pour les défendre. Ils rendent simplement compte d'un espace en tension avec un public plus large, dont les membres sont compris et se comprennent eux-mêmes comme contrevenant aux règles *mainstream* (Hellström et Edenborg, 2016, p. 470), ce qui pourrait être illustré par ces commentaires, faisant suite au post intitulé : « La rédac chef de *Elle* s'indigne du racisme en France » sur la page Facebook de « Français de Souche » (11 février 2017) :



Source : A PRECISER

Cette approche de l'espace public d'Internet est intéressante, mais le fait qu'elle désigne des tentatives de reconfiguration de l'espace public ne préjugant aucunement de leur appartenance politique pose un problème. Certes, ces différentes tentatives de reconfiguration de l'espace public ne sont pas sans rapports l'une avec l'autre : il s'agit toujours d'agir en marge ou en opposition avec un courant de pensée jugé dominant et représenté par les grands médias, pour proposer des formes d'action politique aptes à se redéfinir soi-même et à redéfinir l'espace commun. Il est pourtant essentiel de distinguer, *indépendamment du contenu* des textes ou des images, ces deux types de « *counterpublics* » si l'on ne veut pas les considérer *a priori* comme des alternatives politiques et médiatiques simplement équivalentes. Peut-être le

sont-elles, mais du moins faut-il se doter d'un outil nous permettant de l'établir. Les notions d'arène de discours et de « *counterpublics* » sont sur ce point source de confusions qui sont étroitement liées à la question de la légitimité, car si l'on ne peut distinguer les « arènes alternatives de discours » émancipatoires³ des « arènes alternatives de discours » réactionnaires ou fascistes que relativement au contenu qu'elles défendent, alors on est naturellement conduit à les évaluer à partir de la légitimité de chacun des deux discours. Cette question se pose pour l'analyse, bien sûr, mais elle est également au cœur des prises de parole sur ces pages, où les internautes exigent une reconnaissance de leur monde et luttent violemment pour s'assurer une légitimité à le présenter.

Les discours d'extrême droite en effet ne situent pas le conflit à l'intérieur du système, mais entre « le système » et son extérieur, c'est-à-dire eux-mêmes. Ils exportent le conflit hors des normes admises de la discussion, et s'opposent traditionnellement non pas à tel ou tel parti, mais à l'ensemble des partis et au « consensus ». C'est d'ailleurs dans l'existence de ce dernier que Chantal Mouffe (2016) situe pour une part l'explication de l'apparition et du développement des partis d'extrême droite partout en Europe : elle estime que la disparition progressive de réelles alternatives politiques a conduit les gens à choisir la seule « vraie » alternative politique (c'est-à-dire les partis se présentant comme tels sur la scène politique). Dans ces discours, « la dimension du *polemos*, chassée du système, se reconstitue entre le système et ses ennemis » (Jamin, 2016, p. 32). Ces discours nourrissent donc leur légitimité de cette alternative qu'ils proposent ; plus précisément, ils se réapproprient le conflit que le « consensus » leur a déclaré : c'est bien d'être exclus de la scène publique tout en étant détenteurs d'une vérité qu'ils tirent leur autorité et leur légitimité à prendre la parole. Ainsi la page Facebook de « Français de Souche » peut-elle relayer un article du *Monde* soulignant l'importance de s'unir contre le FN, le cadre du conflit est suffisamment clairement posé pour que les commentaires en tirent légitimité :

3. Au sens de Rancière, c'est-à-dire proposant un partage du sensible qui redistribue les places et les rôles sur la scène publique et rend possibles des formes collectives inédites dans lesquelles des individus jusque-là exclus de la sphère publique peuvent prendre place.

 **Fdesouche**
10 février, 18:43 · 🌐

"La peur du loup Front national" (Edito du Monde) -
<http://www.fdesouche.com/820617-la-peur-du-loup-front-natio...>



"La peur du loup Front national" (Edito du Monde) - Fdesouche

Extraits de l'éditorial du Monde du 10/02/2017. Sur un fait Jean-Christophe Cambadélis et François Fillon s'accordent : Marine Le Pen est déjà qualifiée pour le...

FDESOUCHE

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

👍 😄 ❤️ 130 Meilleurs commentaires ▾

27 partages



Votre commentaire...

Appuyez sur Entrée pour publier.



France Lila Laissons le loup tranquille qui est un animal magnifique, la bête immonde est l'islamisation du pays, et c'est autrement plus dangereux que le front national !!

J'aime · Répondre · 🗨️ 62 · 10 février, 18:48

↳ 6 réponses



René Sella Bien sûr qu'ils en ont peur elle n'est pas corrompue, elle est patriote ,et ne vas pas au qatar cher cher des chèques et elle veut servir le peuple de France et non se servir comme beaucoup au LRPS

J'aime · Répondre · 🗨️ 21 · 10 février, 18:58 · Modifié

Afficher 30 autres commentaires

Source : A PRECISER

Cette réappropriation du conflit que le « consensus » leur a déclaré doit nécessairement se manifester dans les formes et postures énonciatives adoptées sur ces pages. À ce propos, la distinction que fait Chantal Mouffe entre trois formes de conflit (libéral, antagoniste et agonistique) se révèle éclairante. Dans le *conflit* « libéral », fondé sur l'*a priori* de la possibilité du consensus,

l'autre est vu comme un simple compétiteur dans une lutte se jouant sur un terrain neutre. Dans le *conflit* « *antagoniste* », la légitimité d'autrui à participer au débat n'est pas reconnue, et il devient par conséquent un ennemi (au sens de Carl Schmitt) à combattre, voire à éradiquer. Dans le *conflit* « *agonistique* » enfin, il n'est pas supposé que l'on peut s'entendre ni que l'on joue sur un terrain neutre, le conflit n'a donc pas vocation à se résoudre dans un consensus, mais la légitimité d'autrui à paraître sur la scène publique et à s'y faire entendre est reconnue, l'objet de la démocratie étant de transformer les conflits antagonistes en conflits agonistiques en leur donnant une voix (Mouffe, 2016, pp. 35-36). Par conséquent, si l'on essaie de décrire les formes collectives proposées par les discours analysés, il faut s'intéresser à la nature des conflits que configurent les postures des acteurs, et se demander si et comment il est possible de réintroduire leur demande dans le débat. Ce sont donc ici les formes collectives configurées par les discours et non leurs contenus en eux-mêmes qui sont source de légitimité, et je suggère que les formes énonciatives à l'œuvre dans ces discours nous permettront de comprendre si et à quelles conditions cela est possible.

Mon hypothèse est que ce sont leurs formes énonciatives qui distinguent les « arènes » ou espaces « contre-publics » émancipatoires de celles et ceux que l'on peut qualifier de populistes ou situer à l'extrême-droite, et en particulier leur manière de s'adresser à leurs destinataires et les réponses que ceux-ci, étant donné ce type d'adresse, sont en mesure de leur apporter. Et si, pour le démontrer, les notions de « contre-publics » ou d'« arène alternative de discours » ne nous sont d'aucun secours, les notions d'adresse et de « scène » sont au contraire pertinentes.

Le partage de l'énonciation : adresse et responsabilité

Beaucoup de chercheurs s'entendent là-dessus : l'énonciation médiatique doit être appréhendée comme une énonciation à caractère collectif (y compris pour les textes les plus « personnels ») et inachevé, car elle est partagée entre trois instances⁴ : l'institution médiatique elle-même et sa légitimité à prendre la parole dans la sphère publique dont elle fait partie ; le destinataire, au nom de qui on prend la parole ; le destinataire auquel on s'adresse et qui, pour une bonne part, dans l'économie des médias de masse, détermine les énoncés (puisqu'il faut lui plaire), ces deux derniers étant susceptibles de se superposer

4. Je reprends ici rapidement l'argument d'un article (Servais, 2013) auquel on peut se référer.

sur le plan empirique. C'est de ces trois instances, desquelles elle se soutient, que l'énonciation médiatique tire autorité et légitimité. Ce partage l'inscrit nécessairement dans une logique de représentation ou, pour le moins, de délégation, que désigne la notion de « scène ». Mais cette structure de délégation est également une structure d'inachèvement, car elle appelle à répondre des énoncés.

Ceci implique de mettre en avant dans l'analyse la manière dont les discours sont adressés, au sens où l'entend Derrida, par exemple dans *Politiques de l'amitié* (Derrida, 1994, p. 95). La notion d'adresse suppose chez Derrida que c'est la réponse qui est première (Derrida, 2001, p. 300), qu'affirmer est en réalité toujours *répondre*. Si, comme il le soutient, c'est toujours l'autre à qui je m'adresse qui pour une part parle à travers moi, alors il revient à chacun de nous (énonciateur et énonciataire) de répondre des énoncés et non pas simplement de les transmettre. L'adresse constitue un « appel à répondre » qui mobilise un collectif, présent ou à venir : au nom de quoi, de qui, de quel « tu », de quel « on » ou de quel « nous » puis-je répondre des discours ?

L'adresse rend compte par conséquent de la dimension performative des discours qui nous intéresse ici : répondre est un *faire* qui engage au nom d'un collectif au sein duquel prendre place. De ce fait, la question de la responsabilité devient primordiale.

Les commentaires postés sur des pages Facebook ont, relativement à cette question, cette particularité que le sens de toute intervention personnelle (commentaire, *like*, etc.) est suspendu aux interventions suivantes : c'est l'énoncé collectif que formeront ensemble les autres commentaires qui infléchira *a posteriori* le sens des productions individuelles, chacune étant exposée à l'interprétation du commentaire suivant. L'existence d'un projet commun ou d'une perspective commune ne peut préexister aux prises de parole, mais elle en serait plutôt la résultante, aucun des participants ne pouvant être considéré comme unique responsable du sens de ses propres énoncés. Ce dispositif radicalise par conséquent le partage de l'énonciation, et concrétise l'appel à répondre que constitue toute énonciation. Il faudra donc l'analyser en ce sens.

La scène du sensible médiatique

La « scène du sensible » (ou « scène de dissensus ») que Rancière décrit dans *La Méésentente* (1995) et dans *Le Partage du sensible* (2000) est elle aussi

particulièrement pertinente pour cette analyse, car elle met en relation le référent et la place qu'occupe dans l'espace public celui qui désigne ce référent. Elle va donc nous permettre d'articuler les faits présentés par les vidéos avec le collectif politique qui soutient leur (dé)monstration, ce lien explicitant la dimension politique des discours, puisqu'il s'agit toujours de « prendre place » dans la sphère publique.

Une « scène de dissensus » est un lieu de manifestation publique de la mésentente, et je vais en souligner les deux caractéristiques les plus saillantes pour mon propos. Elle se caractérise tout d'abord par le fait que celui qui veut se faire « compter comme interlocuteur doit faire *comme si* la scène existait, comme s'il y avait un monde commun d'argumentation » (Rancière, 1995, p. 81), alors que ce monde commun d'argumentation n'est pas reconnu par l'autre et que l'on n'est pas soi-même reconnu comme interlocuteur. C'est la raison pour laquelle celui qui veut se faire entendre doit produire « en même temps l'argumentation *et* la scène où elle doit être entendue, l'objet de la discussion *et* le monde où il figure comme objet » (Rancière, 1995, p. 87). Il s'agit donc de proposer un monde alternatif au « monde commun » (présenté dans les médias *mainstream*, en l'occurrence), et de démontrer sa légitimité à le présenter, processus qui doit redistribuer les positions énonciatives, car le « il » (objet des discours *mainstream*) devient un « je » apte à prendre la parole et à proposer un monde où figurent d'autres objets.

Un exemple d'une telle proposition de redistribution se trouve dans cet extrait de l'éditorial du 28 août 2016 sur le site de « Riposte Laïque » : « 70 % des Français pensent comme nous que l'islam est incompatible avec les valeurs de notre pays, qu'il faut arrêter l'immigration, et que l'insécurité, due à la surdélinquance étrangère et musulmane, n'est plus tolérable dans ce pays. » C'est du peuple que s'autorise l'éditorialiste, le concept de peuple renvoyant, « dans la rhétorique populiste, à l'idée de majorité et par inférence à l'idée de légitimité : le peuple représente un groupe majoritaire par rapport à d'autres composantes de la population ; son opinion est légitime et il faut l'écouter et en tenir compte » (Jamin, 2016, p. 17). On voit bien en quoi la lutte autour du référent et de l'existence ou non d'un référent commun (le « partage du sensible ») est directement liée à une lutte de légitimité à le présenter, ce qui rend essentielle la question du hiatus sur l'existence d'un référent commun, comme on le verra plus loin. Si les discours populistes (auxquels appartiennent les discours de mon corpus) fondent leur légitimité sur le plus grand nombre, on pourrait alors avancer en première analyse que le collectif dont se soutient ici l'énonciation réfère tout simplement au nombre d'individus

susceptibles de lire, de voir, de *liker* ou de partager les vidéos et les commentaires, c'est-à-dire tout simplement à l'audience, comme le sous-entend d'ailleurs la publicité pour l'ouvrage *La France big Brother* sur le même site : « L'enquête aux 200 000 lecteurs ». Le dispositif propre à Internet, qui rend immédiatement visibles à tous ces manifestations d'adhésion (nombre de vues, nombre de personnes connectées, de visiteurs sur la page, etc.) peut-il suppléer au manque de légitimité institutionnelle de ces discours ? Il faut en tout cas noter qu'il semble particulièrement adéquat à une légitimité fondée sur la présentation directe du peuple à lui-même plutôt que sur la structure de délégation propre aux médias institutionnels.

En second lieu, il est important de remarquer que la notion de « scène du sensible » opère un déplacement notable par rapport à la notion d'espace public : elle n'oppose pas simplement l'apparence et la réalité, mais signifie « que toute situation est susceptible d'être fendue en son intérieur, reconfigurée sous un autre régime de perception et de signification » (Rancière, 2008, p. 55). C'est là que s'opèrent des dissensus « construisant des rapports nouveaux entre [...] le singulier et le commun, le *visible et sa signification* » (Rancière, 2008, p. 72), et c'est là que peuvent apparaître des communautés politiques non encore visibles ou reconnues comme telles. Les « arènes alternatives de discours » constituent à première vue des « scènes de dissensus ». Je ne vais pas faire semblant de me demander si les sites que j'examine et leurs commentaires haineux relèvent d'une scène émancipatoire. Néanmoins, comme arènes alternatives de discours et en tant que « *counterpublics* », ils en *tiennent lieu* et s'en revendiquent. Il y a pourtant un chevauchement de deux formes collectives, qui explique que la notion d'« arène de discours » ne puisse affronter la question de la légitimité. Car, en tant que « *counterpublics* », le collectif de citoyens ordinaires auquel réfèrent le « peuple » ou la « majorité » se définit par son opposition au « consensus », aux médias *mainstream* et à leurs discours mensongers ; il est hors *mainstream* et pourtant en fait partie, ce qui signifie clairement que le partage doit être refait : ce collectif, « hors consensus », et donc *a priori* minoritaire⁵, est en réalité la majorité⁶.

5. Au double sens du petit nombre et du groupe dominé.

6. Cf. dans l'éditorial déjà cité : « L'époque des fleurs, des bougies et des bisous est terminée, et c'est tant mieux. Ceux qui connaissent le pays réel, qui discutent avec les gens "normaux" sentent bien que, dans ce pays, les choses sont en train de changer, et à toute vitesse. Les Français ne supportent plus l'islam, et rejettent de plus en plus les musulmans trop visibles, ressentis comme des djihadistes potentiels et des envahisseurs. » Plus loin : « Quand les Corses, à Sisco, mettent une branlée aux envahisseurs musulmans qui ont privatisé une plage pour y

La notion d'« arène de discours », en ne liant pas le référent à la place, en ne posant pas la question de l'adresse et des formes énonciatives sous lesquelles s'engage la responsabilité des acteurs, enferme l'analyse dans les limites d'une confrontation entre référents et la conduit à trancher dans les termes du vrai/faux qui sont justement ceux que les discours d'extrême droite utilisent. En d'autres termes, il me semble que cette notion ne permet pas de dépasser la manière dont, par leurs formes énonciatives, ces discours enferment la critique. Je suggère donc d'aller au-delà et de les envisager en tant que « scènes du sensible médiatiques » et de leur poser alors d'autres questions : de quoi est peuplé l'espace public dans le partage du sensible que ces discours proposent ? Quels objets sont présentés, quels regards sont donnés sur ces objets ? Quelles places y occupent les acteurs, et au sein de quel « nous » ? S'agit-il d'y donner voix au conflit pour le faire entrer dans une disposition agonistique ? Et, si non, sur quoi peut se fonder une légitimité antagoniste ?

Comme on le voit, la notion de « scène » désigne la publicisation du travail de façonnement du sensible qui est opéré par tout discours, et articule forme visible, sens et place dans l'espace public en mettant l'accent sur le conflit. Une « scène du sensible médiatique » est toujours publique, et est nécessairement le moment d'une domination ou d'une confrontation. Sur cette scène, ne pas s'entendre ou ne pas se comprendre constitue un rapport de force à caractère politique, et pas du tout un « problème de communication ». Cette notion nous permet d'analyser les discours dans leur dimension politique et performative. En y ajoutant le couple adresse/responsabilité, on introduit dans l'analyse la question du collectif devant lequel répondre des discours et toutes les articulations possibles entre « le singulier et le commun ».

On peut donc évaluer, à partir de cette notion, le caractère aliénant ou émancipatoire des formes énonciatives à l'œuvre dans les discours médiatiques, et je vais analyser ces pages Internet en ce sens : comment l'énonciation y est-elle partagée, à partir de quelle place le référent peut-il être validé, quelles formes de réponse et de responsabilité l'adresse engage-t-elle, etc. ? Cette approche rend solidaires l'analyse des textes et l'analyse de leur réception.

imposer leur burkini et leurs pratiques rétrogrades, chassant les baigneuses corses impures, c'est toute la France qui exulte, sauf celle de Cazeneuve, Mélenchon et des collabos antiracistes. »

« Riposte Laïque » et « Français de Souche »

Le choix de l'échantillon d'images et de textes que je vais présenter ici s'est opéré par sélections successives. Il s'agissait, d'abord, de m'intéresser à des textes où la légitimité à prendre la parole ne repose pas sur celle d'un média ou d'un parti politique, afin de donner toute sa part à la dimension « directe », « non médiative » d'Internet, qui me semblait particulièrement en accord, comme je l'ai indiqué, avec le positionnement des discours d'extrême droite et leur proposition d'un peuple immanent. Dans ce cas, l'énonciation ne pouvant pas se réclamer d'un « on » référant à une position consensuelle, à une « opinion reçue » (Quéré, 1990) dans l'espace public, elle était nécessairement divisée d'une tout autre manière, ce qui posait tout autrement la question de la légitimité des discours et de leurs énonciateurs. J'ai donc choisi, parmi les structures n'étant liées ni à un média ni à un parti, deux de celles qui connaissent le plus de succès : « Français de Souche » et « Riposte Laïque ». Il m'intéressait ensuite de confronter le dispositif Facebook à cette question. D'une part en raison de son succès et de son rôle dans la diffusion des idées d'extrême droite, et d'autre part en raison de la distribution particulière de la parole qu'il suppose.

On peut en effet considérer que, puisque « l'énonciation conversationnelle des réseaux sociaux, assouplie, relâchée et immédiate, a conféré de la visibilité à la subjectivité des personnes » (Cardon, 2013, p. 90), les nombreuses réponses et réactions laissées par les internautes constituent une forme d'audience et, partant, d'autorité voire de légitimité à parler au nom de tous. Quelque chose comme un « commun » pouvait-il en émerger ? Beaucoup de chercheurs se sont par ailleurs attachés à décrire les effets sur la subjectivation du principe d'une hiérarchisation par affinités, comme celle qui prévaut sur Facebook : individu présenté à lui-même comme sa propre norme et dont le futur est rabattu sur le présent ; raréfaction des occasions d'exposition des individus à des choses, événements et expériences étrangers à leur sphère d'affinités ; « immunisation » de l'individu contre la diversité des informations, tout ceci étant « favorable à une radicalisation des opinions » (Rouvroy et Berns, 2013, p. 167), puisqu'il s'agirait de cultiver ensemble nos ressemblances. Qu'est-ce que ces discours font à leurs auteurs et à leurs lecteurs en termes d'appartenance collective ? Sont-ils à même de produire un collectif ne relevant d'aucune forme d'institution ? De l'instituer ? Et d'où, de qui, de quelle instance s'autorisent-ils ? Pour toutes ces raisons, j'ai donc choisi d'analyser, parallèlement au site de « Riposte Laïque », la page Facebook de « Français de Souche ».

Enfin, parmi les nombreux documents présents sur ce site et sur cette page, j'ai privilégié les vidéos et leurs commentaires. Il est impossible d'examiner le contenu de ces pages dans leur intégralité, et les difficultés liées à la possibilité de délimiter un corpus sur Internet sont bien connues. Mais mon objectif n'est pas de décrire ces sites ou ces pages dans leur globalité ni de déduire de mes analyses ce que seraient les discours d'extrême droite sur Internet ; il est d'en analyser quelques modalités énonciatives pour comprendre leurs implications politiques, sachant que d'autres formes énonciatives prennent, en d'autres lieux, leur relais⁷.

« Riposte Laïque » se présentant comme un journal à visée informative⁸ et la notion de « fait » étant au centre du discours de l'extrême droite, ses vidéos me paraissent un bon point d'entrée, notamment pour les comparer au discours journalistique. Sur la page d'accueil de leur site, on découvre un éditorial, une série d'ouvrages ou d'interviews de membres actifs, quelques articles signés et des vidéos, présentées comme suit :

La page FB de « Français de Souche »⁹ présente quant à elle beaucoup plus de photographies que de vidéos et peu de liens vers les médias *mainstream*.

7. Par exemple, sur d'autres pages FB « Français de Souche » (il en existe plusieurs), on trouve beaucoup de liens avec des reportages des médias *mainstream*, des extraits de J.T., et quelques rares « reportages » à caractère plus explicitement « journalistique » (images du reporter, micro à la main, devant un bâtiment où vont être accueillis des réfugiés).

8. *Riposte Laïque* (<http://ripostelaique.com/>) est un journal diffusé sur le web et par courrier électronique. Créée en septembre 2007, cette publication déclare traiter principalement de la laïcité et de l'islam. Ses fondateurs revendiquent une antériorité dans les milieux laïques et en particulier affirment provenir du journal en ligne *ReSPUBLICA*, journal promouvant la laïcité, mais, lors d'une émission télévisée *lignej@une* du site *arrestsurimages.net* organisée le 25 mai 2010, Bernard Teper a fortement relativisé leur implication antérieure dans le mouvement laïque. *Riposte Laïque* affirme n'être pas lié à un courant politique particulier : certains membres fondateurs, tel Pierre Cassen, sont issus des mouvements trotskistes et se déclarent « de gauche », tandis que d'autres animateurs sont « de droite », anciens militants de Debout la République. Le site laisse également la parole à des rédacteurs se réclamant du Front national. RL est à l'origine de l'association Résistance républicaine. En 2010, des membres de Riposte Laïque sont signataires d'une pétition lancée pour l'abrogation de la loi Gayssot aux côtés de Dieudonné et de nombreux militants d'extrême droite. Ils s'associent également parfois avec le « Bloc Identitaire » (Source Wikipédia).

9. Relativement au site (<http://www.fdesouche.com/tag/francais-de-souche#>), dont la page d'accueil se présente comme un journal d'information (rubriques Société, Économie, Politique, Monde, Écologie, Web tv, Insolite, etc.), et sur lequel on peut trouver par exemple une info sur le jeu « Pokémon Go », la page FB (<https://www.facebook.com/fdesouche/>) (254 849 abonnés



Regardez comment ce musulman agit dans l'autobus

musulmanvines
662 147 vues



Pédophilie islamique : une fillette yéménite témoigne

Riposte Laïque
270 200 vues



Amel Bent sur le voile de DIAM'S

maxvidal1
3 109 387 vues



Discours-choc - Sami Aldeeb contre l'islam (23 avril 2016)

Riposte Laïque
26 462 vues



CHOC - La France Sera Musulmane Dans Moins De Cent Ans - RÉVEILLEZ VOUS !

legion333666333
233 803 vues

Source : A PRECISER

Elle se distingue également par l'absence de liens vers d'autres groupes FB (comme « Les amis du blog Police et Réalités », « Les chevaliers du Temple », etc.), que l'on peut trouver sur les pages d'autres groupes Facebook « Français de Souche ». Cette page n'apparaît pas comme un réseau structuré

en février 2017) est beaucoup plus homogène : elle ne présente que des sujets en rapport direct avec la migration et l'insécurité, dont une grande majorité de faits divers concernant toujours, de près ou de loin, des « immigrés ». La couverture va du local à l'international. Les images les plus récurrentes sont celles d'incendies, de voitures de police et de dégradations. Aucune information concernant les responsables de ces publications, leur nom ou leur parcours politique n'est par ailleurs disponible sur ces pages.

de groupes en lien les uns avec les autres ; on a plutôt affaire à la mise en évidence (désignation) d'informations soumises à l'attention et au commentaire de la population. Le format des publications (une trentaine par jour) est très régulier : un titre, une image (renvoyant éventuellement à un article paru sur leur site ou ailleurs), suivis des commentaires des internautes, extrêmement nombreux. Les vidéos qu'on y trouve ont toujours (pour la période explorée) pour source des contributeurs amateurs, qui les ont tournées eux-mêmes ou les ont trouvées sur d'autres réseaux sociaux :



Source : A PRECISER

Parmi les vidéos présentes sur le site de « Riposte Laïque », une bonne part est consacrée à des conférences, des harangues, des interviews¹⁰ ou des témoignages, par exemple des témoignages d'habitants de Calais se plaignant des

10. Le site de RL reconduit *mutatis mutandis* la distribution habituelle des « genres » journalistiques, séparant ce qui relève du « récit » de ce qui relève du « discours » (pour reprendre les termes de Benveniste), mais sans doute d'une manière plus tranchée : d'un côté convaincre par

migrants, de personnes qui ont vécu une agression restée impunie, etc., certains témoignant à visage découvert et d'autres non. Pas de commentaires ni de questions en *off*, mais la parole « brute » des témoins face caméra¹¹.

D'autres vidéos se présentent au contraire comme des reportages, ou en tout cas affichent leurs codes journalistiques, et ce sont celles-là qui sont susceptibles de nous aider à comprendre les implications politiques de la rhétorique des « faits » et du constat. J'en ai choisi trois sur le site de « Riposte Laïque », publiées entre 2010 à 2016 ; je vais également m'intéresser à plusieurs vidéos de la page Facebook de « Français de Souche » afin de diversifier autant que possible mon échantillon, notamment en matière de « professionnalisme » et de provenance : la plupart des vidéos de « Riposte Laïque », bien que ne comportant aucune mention d'auteur, ont en effet été réalisées par des agitateurs identifiables sur le site, celles de Facebook l'ont été par de simples contributeurs et d'autres encore ont été récupérées d'une source inconnue, mais en réalité leurs caractéristiques énonciatives sont toujours identiques, ce qui rend cet échantillon représentatif de l'ensemble du genre « reportage » sur ces deux supports.

Je vais donc dans un premier temps m'intéresser au référent, aux moyens mis en œuvre pour en valider la réalité, et aux places à partir desquelles nous pouvons le faire, ce qui m'amènera à mieux comprendre la nature du conflit dans lequel elles s'inscrivent, comment elles structurent l'espace public, ce qu'elles font à leurs spectateurs en termes d'appartenance et en quoi elles désarment la critique. Dans un second temps, je m'intéresserai plutôt aux commentaires postés sur ces pages afin de décrire l'expérience qui est faite du commun à travers les actes d'énonciation et les formes de légitimité qui les soutiennent.

« Voyez vous-mêmes »

La première vidéo est intitulée « Invasion : un congrès islamiste au cœur de l'Auvergne (9 mai 2015) ». Elle commence par l'affichage d'un texte qui est lu en voix *off* : « Le samedi 9 mai, une équipe secrète composée d'Auvergnats, membres de RL et de Résistance républicaine a investi les lieux *incognito*, afin d'enquêter sur cette manifestation islamiste. Mais d'abord, il faut régler

des discours, de l'autre rapporter des « faits ». J'ai analysé ailleurs (Servais, 2015b), dans le blog d'Ivan Rioufol (d'ailleurs en lien sur ces pages) le mode énonciatif du discours.

11. Certains de ces témoignages se sont révélés faux.

notre caméra espion... et voilà ! »¹². Des images de la manifestation apparaissent : mal cadrées, mal éclairées, en mouvement constant, où l'on voit des stands sous tentes, des familles qui déambulent, peu de monde. Le principe reste inchangé tout au long de la vidéo : on nous dit ce qu'on « voit ». « Et voici des livres qui prônent le Djihad. Partout un air de médiocrité, de régression et de tiermondisation. » « Voici un stand de prêt qui, etc. » « Nous dénombrons, etc. ».



Invasion : Un congrès islamiste au cœur de l'Auvergne ! (9 mai 2015)



Riposte Laïque



S'abonner

7 522

929 061 vues

Source : A PRECISER

Régulièrement, la voix *off* énumère : « un appel aux dons pour construire une mosquée à Vichy » ; « des versets du Coran en arabe, preuve manifeste d'une intégration réussie dans la langue française » ; « pas de saucisson, ni d'aligot, ni aucun produit auvergnat pour ces musulmans qui prétendent être d'Auvergne » ; « des voiles islamiques, des barbes hirsutes, comme c'est

12. Depuis lors, la vidéo a été remontée et, en février 2017, le texte qui défilait en introduction a été remplacé par une succession d'images fixes où alternent l'affiche de la manifestation et les sigles officiels des organisateurs avec des images « choc », du genre de celles de djihadistes masqués, armés et menaçants.

beau tous ces Auvergnats de souche originaires du Maghreb, de Turquie ». « Nous quittons finalement ces lieux infestés d'islamistes soutenant la charia », etc. La vidéo se termine par un appel qui défile en même temps qu'il est lu par la voix *off* : « À l'heure où les policiers annoncent de nouveaux attentats en France et en Europe, il est inadmissible de laisser des imams fauteurs de troubles déverser leur haine de nos valeurs démocratiques sur une population musulmane déjà trop sensible à la radicalisation. »

Seconde vidéo : « Une terrible épidémie frappe la France ». Ici le principe est celui d'Euronews : sont affichés à l'image les lieux et les dates sur des images de prières de rue de très mauvaise qualité, montées sur la musique de la danse de Charlot dans *Les Temps modernes*, de telle sorte que les mouvements des corps apparaissent comme de ridicules soubresauts et que leur répétition *ad nauseam* signifie le débordement.

Une terrible épidémie frappe la France !



Source : Euronews

Troisième vidéo : « Scandaleuse inaction de la police face aux rues barrées par les musulmans ! » (2'40). La vidéo commence ici aussi par un texte affiché : « Paris, 18°. Vendredi 9 mai 2010. En ce vendredi 9 mai 2010, deux

musulmans de la mosquée Myrha barrent la rue Myrha. 20 minutes plus tard, une voiture de police se gare juste à côté des barrières qui barrent illégalement la rue Myrha. Les policiers restent dans leur voiture, se contentant de regarder passivement cette rue barrée, sans intervenir. » Les images amateurs montrent le carrefour. Y a été ajouté un *timer* horaire. Bruits ambiants, plan fixe, pas de montage ni de commentaire, l'on « constate » ce qui avait été annoncé.

Scandaleuse inaction de la police face aux rues barrées par les musulmans !



Source : à préciser

Quatrième vidéo, celle-ci sur la page Facebook de « Français de Souche » : « Tranche de vie sur un bateau de migrants #allahouakbar » (2'15). Il s'agit là encore d'images amateurs, tournées sur une embarcation de fortune. Elles montrent en plan serré des corps de dos, debout dans la barque. Son ambiant ; pas de commentaire ni de montage ; les images bougent beaucoup ; la barque est bientôt dépassée par une, puis deux autres ; on entend quelqu'un crier : « Allahou akbar », un poing est levé. L'ensemble donne un fort sentiment de précarité, d'instabilité et d'ignorance. On ne sait pas quels sont les deux bateaux qui les dépassent ni s'ils vont intervenir d'une manière ou d'une autre.



Source : A PRECISER

On trouve sur cette page d'autres vidéos aux caractères strictement identiques à cette dernière (non montées et non commentées, mal cadrées, uniquement contextualisées, quand elles le sont, par un lieu et une date) ; elles montrent, par exemple, des tentes sur des trottoirs de Paris, de nuit, au rythme de la marche du preneur d'images. D'autres sont consacrées à montrer ces mêmes tentes de jour : elles sont prises en travelling d'une voiture en marche, ou du haut d'un immeuble, avec un double panoramique balayant le paysage. Une autre encore, de jour elle aussi et sur les mêmes lieux, est prise par un piéton qui marche et réalise un panoramique à 360° pour donner une image complète des lieux :

« Le camp de migrants de Paris, 3 jours après son démantèlement »



Source : A PRECISER

Enfin, une rue est montrée dans une vidéo prise de la fenêtre d'un immeuble, la nuit : on voit passer une voiture de police, on entend la *Marseillaise* et l'on entend parler arabe, mais cette vidéo ne présente aucune indication de temps ni de lieu, et dure moins d'une minute. Elle a pour titre : « Tranche de vie : la police diffuse la *Marseillaise* dans une cité ».

Ce petit échantillon est donc relativement diversifié, puisque l'une comporte un commentaire en *off*, d'autres une introduction, un titre et/ou un ancrage spatial et temporel, et la dernière aucune indication contextuelle. Elles ont néanmoins un point commun : sans les textes qui les accompagnent, il est impossible de savoir *ce que* l'on voit.

J'ai déjà évoqué le fait que, puisque les pages Internet où elles ont été postées constituent des « arènes alternatives de discours », on peut s'attendre à ce que ces images opposent au « consensus » un autre partage du sensible. Pour le dire autrement, il doit s'agir d'une lutte autour du référent : ces vidéos doivent faire comme s'il existait une sphère publique où ces objets pouvaient être reconnus et où leur énonciateur aurait légitimité pour les désigner. En toute logique, pour être reconnu, un référent doit faire appel au destinataire, et les commentaires des internautes constitueraient des réponses qui en valident la réalité à partir d'une place dans l'espace public. Mais ici apparaît un hiatus :

le référent prétendu est désigné hors de toute position dans l'espace public. C'est ce que je voudrais montrer.

La forme dominante de toutes ces vidéos est : « Voici. Voyez vous-mêmes », ce que ne cesse d'ailleurs de répéter la voix *off* dans la première vidéo et ce dont la dernière, sans aucune indication de temps ni de lieu, constitue une sorte de forme ultime. Elles relèvent donc d'un dispositif de transparence¹³, semblable à celui qu'on observe dans certaines pratiques journalistiques¹⁴, dont la première vidéo se revendique d'ailleurs, puisqu'elle se présente comme une « enquête » en caméra cachée. Je parle ici d'un dispositif de transparence pour désigner deux mouvements : 1° la révélation de ce qui est caché, la lutte contre le secret, qui est l'un des discours de légitimité du journalisme et est mis en scène dans la première vidéo ; 2° l'accès de tous à tous les lieux promis par l'usage des techniques de communication, ce qui répond à un principe de libre circulation des regards, des textes et des images se réclamant d'un idéal démocratique d'égalité et de droit à l'information mettant fin à la toute-puissance des *gate keepers*. Ce dispositif, au sein duquel n'importe qui peut poster des images à destination de n'importe qui, nous introduit dans un monde qui se donne à chacun sans intermédiaire (c'est-à-dire sans point de vue faussant la perception), un monde où chaque acteur est mis en contact direct avec tous les autres, et d'où le mensonge serait par conséquent évacué. Il est vrai que la première vidéo diffère en cela des autres, puisqu'elle s'énonce en « nous ». Mais ce « nous » a tôt fait de s'effacer derrière la litanie des désignations : si l'énonciateur se veut l'acteur d'une révélation, les déictiques « voici », « voilà », « ici se trouvent », etc., font que chacun d'entre nous devient en définitive l'acteur de cette révélation, et réinscrivent les images dans un circuit de l'information direct, sans intermédiaire.

Ces vidéos nous sont en fin de compte présentées comme relevant d'un énonciateur absolu s'adressant à un destinataire universel ; elles agissent pour le bien de la démocratie en faisant connaître à tous ce qui n'est pas dit ni montré ailleurs et en s'en tenant aux « faits » strictement observables, aux « tranches

13. Voire d'une politique de la transparence, ainsi que proposait de le qualifier Olivier Voirol, cf. « À l'adresse de l'institution trouble. La télé réalité et l'impuissance de la critique », *Congrès de la Société Suisse de Sociologie*, Lausanne, 4 juin 2015.

14. Par exemple le « No comment » d'Euronews, l'enquête avec usage de caméras cachées, le recours à des images amateurs, aux images de caméras de surveillance, etc., tous ces dispositifs journalistiques tendant d'ailleurs à s'hybrider toujours davantage avec ceux des séries télévisées.

de vie ». Internet n'est, dans ce cadre, qu'une autre technique de transparence, permettant de montrer tout à tout le monde sans la médiation institutionnelle du média.

Or il faut bien reconnaître que le statut des « faits » qu'elles présentent repose sur une confusion et relève d'un coup de force. Lyotard rappelle qu'un référent peut être déclaré réel s'il est le même dans les trois opérations suivantes à l'instant *t* : monstration ; nomination ; signification. Il faut s'assurer que la même description (signification) correspond à toutes les nominations du phénomène et qu'on peut ensuite en montrer un cas (Lyotard, 1983, p. 71). Le nom se place en cheville entre la phrase ostensive et la phrase descriptive, et peut remplir cet office « parce qu'il est un désignateur vide et constant » (Lyotard, 1983, p. 73). La première chose que l'on peut remarquer dans ces images est qu'il n'est pas question de signification : celle-ci semble *a priori* hors de propos (en réalité elle est présupposée par la nomination, j'y reviens plus loin) et on ne trouve aucune description de ce qui est « vu » au-delà de sa désignation, et moins encore de narration qui replacerait les faits en contexte et permettrait de leur donner un sens aussi proche que possible de leur déroulement. L'enjeu de ces vidéos est la *nomination* : il s'agit de remplacer un système de noms par un autre, de redistribuer les noms et les identités, comme le montrent clairement toutes les expressions de re-nomination de la première vidéo (« prétendus Auvergnats », etc.), mais également le titrage des vidéos et enfin leurs commentaires, comme ceux que l'on trouve postés à la suite de la vidéo de l'embarcation, particulièrement exemplaires : les images de djihadistes ou de femmes en burqa qui y ont récemment été insérées en guise d'introduction, ainsi que les titres de toutes ces vidéos, mais également les commentaires, comme ceux postés à propos de la vidéo de l'embarcation, et que l'on retrouve assez systématiquement à propos de beaucoup d'autres :

Il ne s'agit donc pas de nommer, de définir puis de montrer en trois étapes distinctes en s'assurant de leur correspondance, mais bien de *désigner*, c'est-à-dire de nommer et montrer d'un seul geste, en utilisant le rôle de cheville du nom. Mais, précise Lyotard, montrer et nommer n'appartiennent pas au même registre : la perception renvoie à un champ tandis que la nomination renvoie à un monde¹⁵. C'est pourquoi nommer le référent n'est pas montrer sa présence, mais simplement l'inscrire dans un système de noms (*ibid.*, p. 69).

15. « Le champ est un "complexe inconsistant d'ostensives avec déictiques" tandis que le monde est "un complexe plutôt stable de nominatives" » (Lyotard, 1983, p. 82).

Benoît Masalia ils ne fuient pas leur pays en guerre , ils viennent nous envahir et nous imposer leur religion. Ce ne sont pas des réfugiés mais des envahisseurs!

J'aime · Répondre · 👍 641 · 12 août, 14:44

➡ 145 réponses

Nathalie Dreyer Heuuu les syriens sont noirs? Ben oui a la tv ils nous disent que les migrants viennent de syrie.

Bon treve de plaisanterie, mais qu'ils arrêtent de nous envoyer leur merde, nous n'en voulons pas. Ils fuient quoi eux? La guerre? Et moi je suis miss france! Pffff y en a marrrrrrrrre.stop la.

J'aime · Répondre · 👍 154 · 12 août, 15:34

➡ 87 réponses

Michael Jonathen Ca déborde d'ingénieurs et de médecins ça dis donc ! Je me demande lequel est le futur Montaigne? Ils ont tellement tous des têtes de vainqueurs, j'ai des doutes ! 😊

J'aime · Répondre · 👍 132 · 12 août, 14:43 · Modifié

➡ 15 réponses

Source : A PRECISER

C'est ici que ces vidéos reposent sur un hiatus et relèvent du coup de force : la monstration est nomination, le champ est l'équivalent d'un monde, et la lutte sur les noms se présente comme une lutte pour les faits. Ainsi, lorsqu'il a été mis en cause après avoir déclaré qu'« une part significative de la communauté musulmane [avait] dansé à la suite des attentats » de Bruxelles, Jan Jambon, ministre de l'Intérieur belge membre du parti nationaliste flamand, sommé de s'expliquer sur le sens de « significative », avait rétorqué : « Ce sont des faits. [...] Dans une démocratie, c'est important, je pense. » Certes, encore faudrait-il que ces « faits » résistent à l'examen... Mais cet examen lui-même est suspecté de ne pas respecter la « réalité », d'être « politique », et tout qui entend les examiner est réputé refuser de « voir » la réalité. Plus fort encore, à la suite de la cérémonie d'investiture de Donald Trump, les médias ayant affirmé qu'elle avait rassemblé moins de monde que la manifestation organisée le lendemain contre lui, et bien moins encore que l'investiture d'Obama, Kellyanne Conway, conseillère de Donald Trump, a déclaré que c'était faux. Confrontée aux images aériennes montrant le contraire, elle a alors estimé que ce qu'elle désignait, elle, était des « *alternative facts* ».

En d'autres termes, les faits entrent maintenant sur la scène des discours *tout en conservant leur statut de faits*. C'est bien ce coup de force que désigne la « *post-truth* ». Confondre le champ et le monde, c'est évacuer l'ensemble du social ; c'est faire semblant de croire que le réel parle tout seul et qu'il suffit de le « capter » par une technique neutre assurant l'évidence d'un sens qui doit s'imposer à tous. C'est faire croire que c'est le réel qui se partage et non pas le sens ou la signification, et qu'il n'est nul besoin d'une instance ou d'un collectif intervenant en tiers pour les valider alors que, comme le montre très clairement la dernière vidéo dont j'ai parlé, celle qui est prise d'une fenêtre et absolument muette, elles ne prennent sens que lorsqu'on sait qui les a captées et à qui elles sont destinées, et qu'elles se soutiennent, en réalité, d'un volumineux intertexte. Comment, dans ces conditions, l'énonciation est-elle divisée ? Comment, d'où et devant qui les destinataires peuvent-ils au juste répondre de ces images ?

Une collection de corps

En termes de représentation, ce rapport « direct » aux « faits » implique clairement le refus qu'il existe une quelconque « scène » médiatique : c'est l'espace public comme structure de délégation où se jouent des débats, des positions, des affrontements qui est en soi invalidé ici. L'énonciation est placée hors de portée de la critique puisqu'elle n'a aucun caractère *public* : la critique n'a pas lieu d'être, elle n'a pas de lieu. Le « on » dont se soutient cette forme énonciative, et auquel je suis susceptible de répondre en tant que destinataire, n'a plus rien à voir avec le « on » de l'opinion reçue institutionnalisée par les médias, qu'on l'identifie au consensus ou à la domination. Dans ce dispositif de désignation, le « on », c'est *chacun* de nous, sans plus. Chacun est appelé à voir tout en restant à sa propre place, c'est-à-dire sans souffrir la confrontation avec ce « on » de l'opinion reçue, puisqu'il s'agit de « faits ». Ces vidéos ne se soutiennent ni d'un « nous » ni même d'un « on », elles ne réfèrent à aucune institution susceptible de les légitimer, à aucune valeur ni conviction, c'est pourquoi il ne s'agit pas d'un simple discours de domination. Au lieu de se fonder sur un tiers institutionnel, cette politique de la transparence se fonde simplement sur la toute-puissance de la technique à faire voir : si « n'importe qui » peut prendre ces images, ce n'est pas le « n'importe qui » de l'indistinction démocratique, c'est parce qu'elles ne sont prises par *personne*, comme s'il n'existait qu'un seul régime de présentation du donné, que la technique transportait passivement en en rendant possible l'accès à tous. En refusant l'existence d'une scène, c'est bien la dimension du façonnement

et de la possibilité même d'une ambiguïté des images ou des messages que la transparence dénie : chacun reçoit la même chose, *où qu'il soit*.

La transparence revendiquée dans ces vidéos se distingue de l'objectivité journalistique, car, si celle-ci se réclame d'un point de vue que tout le monde pourrait adopter, se soutenant de l'opinion publique, celle-là se réclame d'une *absence* de point de vue : il suffit d'allumer la caméra, « et voilà ! » Elle prétend s'absoudre des rapports de pouvoir à l'œuvre dans la constitution de l'objectivité journalistique et, lorsqu'ils en adoptent les prétentions ou lorsqu'ils les confondent, les journalistes eux-mêmes participent à la destruction de la sphère publique. Ces rapports de pouvoir réapparaissent alors brutalement, dans la confrontation avec d'autres représentations médiatiques : « ce n'est pas ce qu'on nous montre à la télévision », disent les commentaires. Cette confrontation est sans issue puisque, dans ce dispositif de transparence, il ne peut être question d'un débat sur les significations d'images qui parlent d'elles-mêmes, mais seulement d'admettre des « faits », et ceux-ci s'opposent « logiquement », « raisonnablement » à *tous* les discours qui refusent de les admettre et qui forment alors « consensus », quoi qu'ils en disent. Ainsi le caractère antagoniste¹⁶ du conflit est-il porté par les images elles-mêmes, et l'on voit mal comment il pourrait, tel qu'il s'exprime, être transformé en conflit agonistique.

Mais, au-delà de l'espace tiers, c'est également le destinataire de ces images qui est évacué de la scène publique. Le rôle de porte-parole n'est pas revendiqué dans ce système énonciatif, ce qui s'explique aisément : ces vidéos ne peuvent parler au nom d'aucun collectif, présent ou à venir, puisque précisément elles ne parlent pas, mais se contentent de « faire voir ». Leur unique instance de légitimité est donc la transparence elle-même : elles sont faites au nom de tout qui peut les voir et même de tout qui doit les voir pour que prenne fin l'illusion. Du coup, pour le destinataire, comment répondre de ces informations, sinon par sa présence au média ou devant l'écran ? Répondre de ces images, c'est seulement participer à leur circulation. Là est notre place, et le seul collectif qu'elles configurent est l'addition des corps de ceux qui les ont vues et partagées.

Enfin, le mode d'adresse de ces images relève de la même indifférence : si elles peuvent être faites indifféremment par tout qui a des yeux pour voir,

16. C'est-à-dire, pour rappel, où l'autre n'est pas considéré comme légitime et est traité en ennemi, selon Chantal Mouffe.

elles s'adressent également à un destinataire universel et total¹⁷, « sans qualités » ni opinion. Le rôle de celui-ci n'est pas d'approuver, de donner du sens, d'adhérer à des valeurs ou de se mobiliser pour le futur à partir d'une position dans la sphère publique, mais il est d'assigner le réel à sa place, de valider une désignation. Face à ces « faits » présentés comme une évidence, le destinataire est en réalité privé de sa capacité de jugement. D'une part parce que, comme le rappelle Arendt (1972) et à la différence de l'opinion, la vérité est contraignante¹⁸ : elle n'attend rien de moi et me dégage de toute obligation en dehors de ma soumission. Et d'autre part parce que le jugement (réfléchissant) est une faculté éminemment *sociale* : un jugement engage le sujet en tant qu'il s'adresse toujours potentiellement à autrui pour être validé : « quand on juge, on juge en tant que membre d'une communauté » (Arendt, 1991, p. 112). Parce qu'il n'a pas de validité universelle, parce qu'il n'est pas contraint comme peut l'être la vérité et qu'il est, du coup, *sans garantie*, le jugement *engage* le sujet (Revault d'Allones, 1991, p. 237). Or, dans notre cas, il n'y a aucun collectif devant lequel répondre des images, aucune scène médiatique où en assumer la responsabilité, bref, aucune situation d'interlocution : qui voit ces images ne peut endosser le rôle que seul, de sa propre place et dans l'isolement de son écran. C'est donc la possibilité du jugement qu'une politique de la transparence, en traitant le monde comme un « fait », et du coup, en le traitant comme s'il ne *pouvait* pas être pris dans une situation d'interlocution, escamote de la vie publique, et c'est de la capacité de jugement que sont privés les destinataires, d'où le caractère purement voyeur, violent et quasi sidérant de ces images.

En nous privant de scène, de capacité de jugement et d'un collectif devant lequel répondre de ces objets, ce type de représentations nous prive d'une place dans notre monde : ces images qui ne laissent aucune ombre et dont le

17. Excepté bien entendu à ceux qui figurent dans ces vidéos. C'est là sans doute que la généralité est fantasmée comme universalité.

18. Arendt montre que la validité de la Vérité est universelle, coercitive, voire « tyrannique », tandis que celle du jugement est fondée sur la « généralité » (Arendt, 1972, p. 307). « Les modes de pensée et de communication qui ont affaire à la vérité, si on les considère dans la perspective politique, sont nécessairement tyranniques, ils ne tiennent pas compte des opinions d'autrui, alors que cette prise en compte est le signe de toute pensée strictement politique » (Arendt, 1972, p. 307). D'où la traduction systématique par Arendt de « *allgemein* » par « général », comme le souligne M. Revault d'Allones, qui rend compte de la validité spécifique du jugement par rapport aux propositions cognitives, fondées sur l'universel (Revault d'Allones, 1991, pp. 222-244). Tout ceci ne rend que plus cruciale la garantie de la vérité des faits, sans laquelle, pour reprendre Arendt, la liberté d'opinion n'est qu'une farce.

principe est la circulation produisent ce qu'Arendt appelle un « *estrangement from the world* » ; elles nous isolent, nous séparent des autres autant que des objets qu'elles nous montrent, et la seule forme de rassemblement possible est sans doute la haine commune envers les « objets » ainsi désignés. Loin de proposer un nouveau partage du sensible, ces images nous rejettent à notre place d'individus solitaires et privés de monde qui consomment des images, ce qui explique que l'on peut se radicaliser tout seul.

Appartenance et appropriation : quelle forme collective ?

La scène du sensible médiatique se présente ici comme un champ de confrontation entre deux systèmes perceptifs, ces vidéos constituant l'enjeu d'un basculement de l'un à l'autre : elles doivent ouvrir les yeux de ceux qui les regardent (Voyez donc !)¹⁹. L'effacement énonciatif de ces dispositifs de transparence est le pivot du basculement entre ceux qui voient et ceux qui s'illusionnent ou entre le mensonge et la vérité, la vérité devenant mensonge et le mensonge-vérité en un tourniquet vertigineux, comme dans *1984*²⁰. Mais, comme on l'a vu, il s'agit d'une opposition entre discours et réalité, où tout qui entend tenir un discours se trouve disqualifié parce qu'il adopte *de facto* une place et un point de vue, et qu'il veut discuter sur les mots. Si l'on pouvait discuter en effet, cela voudrait dire que ce n'est plus le réel que l'on nous montre, mais un simple référent dont le sens dépend de la place que l'on occupe dans la sphère publique. Il faudrait alors reconnaître l'existence d'autres places, postures et significations possibles, et l'on ne pourrait plus prétendre à la réalité des « faits ». Dès lors que la réalité du référent ne peut dans ces conditions souffrir *aucune* inflexion, ni par conséquent aucune vérification ni démonstration, le moindre doute, le simple désir de discuter sur sa signification remet violemment en question l'identité et sape toute

19. « Nous sommes, avec d'autres, la bête noire du régime et de toute la collabosphère, parce que les faits nous donnent raison. Nos écrits sont porteurs du *réveil des Français*, du refus de l'islamisation de leur pays, de la mobilisation patriotique [...] » (Cyrano, Editorial Riposte Laïque, 28 août 2016, intitulé : « Après les attentats et le burkini, les Français ne supportent plus l'Islam : tant mieux ! » Souligné par moi). C'est d'un tel basculement que témoignent d'ailleurs les narrateurs sur le site suédois dont j'ai parlé : un jour, leurs yeux se sont ouverts et ils ont changé de camp.

20. Le site de « Bloc Identitaire » présente également une illustration piquante de cette oscillation lorsque d'un seul coup des internautes s'avisent de ce que la vidéo à laquelle ils ont réagi et qui confirmait leurs vues pourrait être un « fake » ; mais cela confirme également leurs vues : on nous manipule.

légitimité à prendre la parole, comme le montre l'extrait suivant de la page « Français de Souche » : « Et vous proposez quoi concrètement ? Quels sont les critères d'une bonne "assimilation" ? Qu'entendez-vous par "culture française" » ? demande une internaute qui se risque à discuter. Réponse : « En ce qui concerne la culture française, c'est révélateur. Vous les bobos ne comprenez même plus ce que représente la culture française. »

La possibilité même de l'existence d'un collectif repose dès lors sur la reconnaissance du référent comme réel. « Fachosphère : tout média qui montre aux Français les réalités que la ploutocratie politique, économique et médiatique qui nous dirige refuse qu'ils voient. Heureusement Internet est là », affirme un autre commentaire.

Il y a donc une double négation du débat et de la possibilité de donner du sens : d'une part le contradicteur doit avoir tort puisqu'il parle d'une place déterminée (en gros, c'est un collabo ou un naïf ; il est pris dans des jeux de pouvoir et d'intérêts ou victimes de propagande), et d'autre part il a tort, car précisément il s'inscrit dans un débat et non dans la réalité (il discute sur les mots), qui doit au contraire s'imposer à tous. Il est donc impossible que se dessine cet espace d'appartenance qui est le lieu de la discussion, et le seul espace dans lequel un collectif pourrait s'identifier est l'espace d'appropriation²¹ fondé sur le nom propre « Français », mais cela même est problématique, comme on va le voir plus loin.

Comment sortir du conflit antagoniste configuré par ces vidéos ? C'est-à-dire comment nous, qui entendons porter la critique sur ces discours, pouvons-nous y répondre d'une place qui ne soit pas celle des bisounours ou des menteurs ? Sans doute les journalistes devraient-ils davantage répondre de leurs propres discours et discuter sur les désignations plutôt que de se rêver en simples relais. Sans doute devraient-ils davantage eux-mêmes enquêter, révéler des faits et les soumettre au jugement et à la discussion publics. Sans doute devraient-ils également s'inquiéter de répondre du monde qu'ils nous présentent et du « nous » auquel ils s'adressent. Quoi qu'il en soit, ces vidéos nous laissent seuls face à nos écrans, étrangers à un monde qui ne nous

21. Cf. sur ce point Lyotard (1983). On peut par ailleurs noter qu'une des stratégies de l'extrême droite est maintenant de créer de faux profils FB d'étrangers soutenant leurs thèses, ce qui a pour effet de faire passer l'espace d'appropriation pour un espace d'appartenance et de se donner les apparences d'un discours orienté non pas par l'identité nationale, mais par le bien commun.

appartient plus non seulement parce que nous ne pouvons pas en juger, mais aussi parce qu'aucun collectif auquel nous pourrions nous identifier ne peut en répondre ; nous voilà donc isolés face à des « étrangers » qui, on l'a déjà noté, mais c'est le cas dans toutes ces images, sont anonymes, tous identiques (car cadrés de loin ou de dos), nombreux et présentés, eux, comme formant un collectif cohérent et organisé.

Perte du référent

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots des commentaires postés sur la page Facebook de « Français de Souche », afin de comprendre ce qui s'y passe et d'évaluer les effets de ces commentaires sur leurs auteurs en termes de formation collective. Il s'agit *a priori* d'un lieu où l'on peut s'exprimer publiquement en ayant toutes les chances d'être entendu par ceux qui voient la même chose, et donc d'un lieu possible de rassemblement, susceptible de catalyser une identité collective autour du « Français de Souche ». D'un autre côté, ce dispositif se caractérise par la décontextualisation des interactions : on ne dispose que de très peu d'éléments pour savoir à qui l'on a affaire, en dehors d'un nom et d'une image²², on ne sait d'ailleurs même pas dans quel pays il/elle se trouve. Ce manque d'informations sur autrui, ainsi que la fréquence des intrusions, sont sources de nombreux malentendus : qui est qui ?

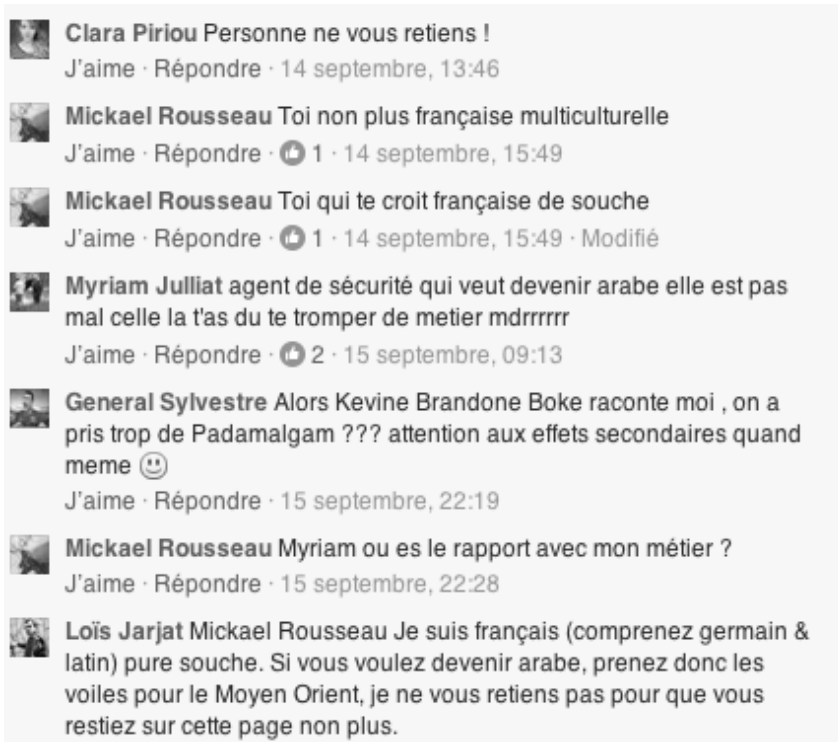
En outre, le fil des discussions est rendu sinueux par le nombre de participants, et celles-ci sont ponctuées de « à qui réponds-tu ? », « à qui parles-tu ? », « Facebook change le fil des discussions », etc. Bref, l'indifférenciation créée par le dispositif Facebook (tout le monde parle à tout le monde) fait qu'il est impossible de savoir à qui l'on s'adresse, et rend la discussion très incertaine. De ce point de vue, Facebook défait l'identité que la page « Français de Souche » aurait pu instituer. Nous savons généralement déjà que ces types de pages sont des déversoirs de haine, sans doute parce que, s'il est impossible, comme je l'ai montré plus haut, de mettre en commun la signification pour assurer la réalité du référent, alors il est nécessaire de l'imposer par la force ou la violence. En m'appuyant sur quelques exemples, je vais rapidement développer quatre caractéristiques de ces discussions : le problème de la légitimité, la labilité des identités, l'absence de narrations et enfin, le mode d'adresse à autrui et le type d'interactions.

22. Bien que celles-ci affichent parfois clairement des signes sans équivoque (un drapeau français, une tête de cochon, etc.), elles ne livrent le plus souvent que peu d'informations : le sexe, la couleur de peau et l'âge.



Source : A PRECISER

« Veuillez apprendre l’histoire avant d’intervenir » ; « vous accumulez les erreurs, vous êtes aussi con que vulgaire » ; « apprends ton histoire, abruti » ; « t’as encore une goutte de lait sur le menton, qu’est-ce que t’y connais à la politique ? ». Sur tous les sujets, et dès qu’un désaccord survient, les internautes remettent en cause la légitimité de l’autre à prendre la parole, dans la plupart des cas au nom de la vérité historique. Il est clair que, dans un dispositif « démocratique » où tout le monde parle à tout le monde, personne n’a *a priori* plus de légitimité qu’un autre à s’exprimer. Mais du coup, au lieu que toutes les paroles aient une égale légitimité, en réalité aucune n’en a ; tout peut être sans cesse remis en question et la discussion déraiper vers l’insulte. L’absence de tout cadre de légitimité (institutionnelle, scientifique, etc.) a pour conséquence une fragmentation sans avenir des prises de parole. L’unique source de légitimité est en réalité l’identité « Français de Souche ». Mais cette identité est très problématique, indépendamment même des conditions concrètes de la discussion que j’ai évoquée plus haut, comme le montre l’exemple suivant :



Source : A PRECISER

Les exemples de tous ces retournements sont légion, comme lorsqu'un commentateur virulent de la vidéo sur les migrants se fait subitement éjecter sur la base de son nom (Sanchez) : « tu n'es même pas français et tu te permets d'être raciste ! », lui lance un internaute. Dans ce cadre antagoniste, chacun est toujours susceptible de basculer d'un camp à l'autre, personne n'est assuré de ne pas voir ses propres armes se retourner contre lui et faire l'objet de l'exclusion qu'il s'acharnait à produire²³. « Arrête », dit un autre, au cœur d'une discussion très emmêlée qui commençait à s'envenimer, « je crois qu'il est dans notre camp ». La tentative énergique des internautes de refixer sans cesse les frontières entre « eux » et « nous » est vouée à l'échec par le dispositif Facebook qui noue distance et proximité (on ne sait pas à

23. J'ai même relevé un cas où un « Maceo Muller » insulte un « David Muller » en lui disant : « espèce de sac à foutre ton arrière grand père bouffait les couilles de hitler et tu te revendique français espèce de sombre merde ».

qui on parle, on ne connaît rien de l'autre excepté les quelques mots qu'il a postés) et, dans le système duel créé autour du dispositif de transparence, sujet et objet de l'exclusion ne cessent de s'échanger, faute d'un référent. Les interactions n'ont en réalité pas de contenu, toute leur énergie porte sur la dimension « ordre » de la relation, c'est-à-dire sur la détermination de la position de chacun par rapport aux autres et sur la désignation des identités ; celles-ci sont rendues relatives à autrui par le dispositif alors même qu'elles se prétendent absolues, c'est extrêmement violent, et dans ces conditions personne ne peut être entendu ou reconnu. Les frontières de l'espace d'appropriation, le seul auquel on pouvait s'identifier, sont régulièrement pulvérisées par les échanges, et sans doute cela rend-il la validation du référent encore plus cruciale.

Ce n'est pas non plus sur les narrations que pourrait se développer un espace d'appropriation stable, car celles-ci sont inexistantes, tout comme le sont d'ailleurs les formes énonciatives du « nous », du « on » et, dans une moindre mesure, du « je ». Il n'est pas question sur cette page de faire partager ses expériences ni même de les relater, comme cela pouvait être le cas sur le site suédois mentionné au début de ce texte. Je n'ai relevé qu'une occurrence du « nous » : une femme qui, en commentaire du lien vers une info rapportant qu'un inconnu avait précipité sa voiture sur la foule à la sortie d'une réunion FN, écrit : « j'y étais, c'était merveilleux d'être ensemble, etc. ». Mais personne ne prend le relais, le commentaire suivant attaque sur : « l'agresseur est suédois sans doute ? » et la discussion se poursuit sur cette question. Sans doute le « nous », qui laisse nécessairement place à d'autres « nous », est-il pour cette raison impossible à convoquer. Les rares fois où il en est question, le collectif est désigné par « le peuple ». Encore une fois, ce qui doit se partager, de manière absurde et délétère, ce ne sont ni les intérêts, ni un projet, ni une signification, ni des expériences ni même un passé, mais le réel, ainsi que la rage et la colère qu'il suscite, sans qu'on puisse savoir contre qui au juste elles vont se diriger (à l'exception des migrants et des politiques). Une faible forme collective émerge autour de quelques « je suis d'accord, il a raison », éphémères, entre gens qui ne se connaissent pas, mais ne s'institue d'aucune manière. Après l'adresse à la cantonade du premier commentaire, qui confirme la désignation présupposée, la discussion prend la forme d'une interaction sinueuse entre les participants pour déraiper au bout de quelques répliques. Aucun objet de discussion ne se maintient au-delà de deux ou trois échanges, la discussion devient sans objet et dévie vers la condamnation et l'insulte, prenant pour objet les participants eux-mêmes :

« **Danielle Garcia** Clement Al lonsius... vs avez dit ..jalousie sociale ?? On ne peut etre jaloux de ce qui es pris illegalement...volé...

Clement Al Lonsius Non, impossible. Le patrimoine intellectuel n'est pas une chose que l'on peut voler.

Dom Molnoy C'est vrai ça va mieux disait le Mou

Muana Mboka pauvre facho,

Alain Mornico Hamid Ferroum tu as peur de la concurrence....

René Wagner Et toi tu pourras lever ton derche en miaulant des virgules d chiottes....

Alain Mornico René Wagner tu reponds a qui ?

Stef Serrano Clement putain de socialope qui vient sur la page faire le mariole »

Source : A PRECISER

Au fond, à travers tous ces posts, il s'agit surtout de savoir qui est qui, de désigner autrui, de faire un tri et de former les camps. Sur le plan énonciatif, ces commentaires ont pour caractéristique que, contrairement aux discours médiatiques et contrairement à ce à quoi l'on pouvait s'attendre, leur énonciation n'est pas divisée. Elle n'est pas divisée par une structure de délégation, puisqu'elle ne se soutient d'aucune instance institutionnelle de légitimité la garantissant et qu'elle prend place dans une discussion de type privé ; elle ne se réfère à aucun destinataire au nom duquel les interlocuteurs prendraient la parole (il ne parlent qu'en leur « nom propre ») ; et enfin, elle ne relève pas à proprement parler d'une adresse à autrui dans le sens où celui à qui l'on parle n'est pas en position de dicter quoi que ce soit et de prendre part à l'énonciation, puisqu'on ne le connaît pas et que l'on ne peut s'adresser à aucun « nous ». Ces interactions ont donc ceci de très particulier que les énonciateurs ne se laissent pas affecter par une adresse à autrui, autrement dit n'entrent pas en relation, mais au contraire (re)constituent leur intégrité à leur propre place, ils affirment et ne répondent pas, ce pourquoi on ne peut parler ici de responsabilité. Ils ne s'adressent pas, mais au contraire cherchent à prendre place dans une énonciation *pleine*, dont la forme accomplie est l'insulte. Ainsi, si chacun s'ancre et s'affirme dans une telle énonciation pleine, il s'expose tout simplement à être délogé de son dire par le commentaire suivant, sous la forme : « étant donné ce que tu es tu ne peux dire ce que tu dis ».

Contrairement à ce que l'on pouvait penser, aucune perspective commune n'émerge *a posteriori* de ces échanges. C'est ce qui explique que ces

commentaires se présentent comme des salves sans liens, comme une série de coups de poing assénés de tous côtés dans un espace d'énonciation fragmenté, et que personne n'y reconnaît la légitimité de personne. Dans cet espace d'énonciation sans « nous », l'autre ne peut occuper qu'une seule place, la mienne : il ne peut qu'acquiescer, recopier en quelque sorte mes propres mots, sans quoi il est renvoyé à la place d'ennemi. C'est pourquoi, et même si la forme la plus fréquente de discours est la phrase évaluative, le jugement y est remplacé par l'insulte, qui est la forme que prend l'engagement dans ce cadre. Si l'on s'en réfère à Arendt, juger signifie s'adresser à un « nous » imaginaire devant lequel on s'expose, mais l'exposition est ici ce qui est impossible (si ce n'est de la part de quelques modérateurs qui s'aventurent parfois sur la page pour tenter d'y discuter), car encore une fois il ne s'agit que de valider la réalité d'un référent qui n'est jamais que désigné. Il est hors de question d'assumer une quelconque exposition à autrui par une adresse, mais seulement de s'imposer pour le désigner. Si les opinions sont radicalisées, ce n'est pas parce que le dispositif Facebook ne nous propose que du semblable ou de l'identique, puisqu'au contraire les intrusions sont ici fréquentes, mais c'est en raison du dispositif de transparence affirmé par les vidéos et revendiqué par les internautes comme source de légitimité, qui les empêche tout simplement d'entrer en relation les uns avec les autres et les conduit à une affirmation violente de soi.

CONCLUSION

Ces sites et cette page se présentent comme des organes de liaison où un collectif problématique (le peuple ? le Blanc ? le Français ? le petit ? « les gens honnêtes qui travaillent et paient leurs impôts » ?) se rend visible à ses propres yeux, mais ils ne ménagent aucune place, aucun point de vue, aucun espace où « nous » voir. Ils participent à un démembrement du collectif, dont les frontières sont sans cesse menacées par la précarité des identités, l'ostracisme mutuel et l'illégitimité latente à y prendre part. Sans projet, sans avenir, sans expérience partageable, l'unique objet commun autour duquel se rassembler est l'ennemi (l'étranger, tous les gouvernements, le système). Les internautes s'alignent (plus qu'ils ne se définissent) sur cette exclusion. Mais les contraintes d'une discussion sur Facebook (discussion privée à distance numérique) compromettent cette ligne elle-même, et il est malaisé de s'assurer de son propre camp. Comme on n'y parle que de sa propre place, sans s'adresser à autrui, la discussion n'a pas d'objet en dehors de la désignation de l'ennemi. L'expérience énonciative de ces vidéos et de ces prises de parole décontextualisées est celle d'un « nous » atomisé, privé d'espace, et d'un

« eux » cohérent, compact, occupant tout l'espace. Bien plus qu'une simple expérience de « monologue interactif » que décrivait Dumoulin (2002) dans les forums de discussion, c'est une expérience de dépropriation, d'isolement, de précarisation, une expérience de combat de rue à laquelle il faut répondre par la force de l'affirmation et de l'insulte. Ce collectif sans corps, sans avenir et sans projet ne peut exister à ses propres yeux dès lors que, en dehors de tout référent soumis au débat, de toute place à partir de laquelle juger et de toute instance de légitimité autre que le nombre, aucun de ses membres n'est prêt à reconnaître l'autre. Par ses dispositifs énonciatifs, il déclare non seulement la guerre à la discussion, mais il s'inflige une violence dont il rend responsable l'étranger, accusé de le chasser de son propre espace. En d'autres termes, ces dispositifs énonciatifs infligent à leur destinataire, qu'il soit simple spectateur des vidéos ou prenne part aux commentaires, cela même dont il déclare souffrir : ne pas être entendu, être invisibilisé, délogé, isolé, voir son identité précarisée dans un monde dépeuplé qu'il ne reconnaît pas, où l'on n'est pas en sécurité et où le commun n'est plus à l'ordre du jour.

La forme la plus grave de l'aliénation est l'impossibilité de juger, estimait Arendt (1972, p. 163). En vidant l'espace de la discussion d'objets communs, si ce n'est la haine et le ressentiment, cette scène médiatique est proprement aliénante. On ne peut s'y engager ni s'y affirmer qu'en excluant ou insultant autrui. Sans objet ni avenir ni espace communs, aucune action n'est possible sauf, peut-être : « Voter FN c'est la réponse ! »²⁴.

L'analyse montre que ces « arènes alternatives » de discours se distinguent d'une « scène du sensible médiatique » par leurs formes énonciatives, qui ne laissent aucune place à la responsabilité, à la possibilité qu'un « je » s'identifie dans de nouvelles formes collectives axées sur un futur redistribuant les places et les rôles actuels. Sur le plan énonciatif, elles diffèrent d'une scène d'émancipation par le fait qu'elles nous posent en situation d'extériorité par rapport au monde et induisent un rapport à autrui fondé sur l'affrontement des identités individuelles. Ces arènes ne forment pas un nouveau collectif au sein duquel prendre place en tant que sujet politique, mais au contraire défont

24. Deux autres réponses sont également possibles : la « non-réponse », l'auto-exclusion de la scène publique et l'abstention (d'où l'importance, pour cet internaute et beaucoup d'interpellations du même type, de rappeler qu'il en existe une autre), et la guerre civile, dont les commentateurs agitent la menace de manière récurrente, et à laquelle ils appellent souvent clairement : il faut se réveiller et prendre les armes ; en quelque sorte, exporter dehors le combat de rue entamé sur la page.

le collectif et les identités, et assignent les internautes à une place de voyeur dépourvu de capacité d'action²⁵.

Il me semble important, pour conclure, de rappeler que cette forme du « voir » n'est pas du tout l'apanage des sites d'extrême droite, mais qu'elle traverse au contraire une large part du champ médiatique. On la retrouve notamment dans bon nombre de reportages prétendument journalistiques, que ce soit sur des chaînes YouTube ou sur des médias classiques comme Discovery Channel, TF1, RTL, etc., qui recourent à des dispositifs de transparence similaires, sans doute en raison du fait que ces dispositifs mettent l'accent sur le spectacle, sur l'image-choc²⁶. « Faire voir », en nous faisant pénétrer là où nous n'allons jamais (dans des prisons, des commissariats de police) et considérer que « faire voir » c'est « faire savoir » est désormais l'une des formes courantes du travail « journalistique », et il est clair que la stratégie de « Riposte Laïque » pour titrer ses vidéos, par exemple, s'appuie sur des critères semblables : « Vidéo choc ! Appels à la haine en plein Paris lors de la prière interdite du 16 septembre 2011 ». De même, le fait que les pages d'autres groupes Facebook « Français de Souche » proposent parfois de simples liens vers des extraits de J.T. des médias *mainstream*²⁷ devrait au moins aiguïser notre curiosité de chercheurs.

Toutes ces images entraînent sans doute ce que l'on appelle un « apprentissage secondaire », c'est-à-dire nous apprennent une « manière de voir », nous habituent sans doute à une position de spectateur à partir de laquelle on peut voir sans regarder ni savoir, et à partir de laquelle le monde extérieur se révèle étranger, sans rapport aucun avec le mien. Mais en définitive, et indépendamment du contenu des images, cette position d'extériorité et d'« *estrangement* » par rapport au monde m'apprend surtout que je n'ai sur lui aucune *prise*, non seulement aucune prise réelle, mais également aucune prise symbolique pour le comprendre et le faire mien, et que je dois par conséquent rester à ma place derrière mon écran.

D'autre part, le dispositif du commentaire excède lui aussi, de très loin, la sphère d'extrême droite et connaît ailleurs des formes similaires de combat

25. Il va de soi qu'elles assignent également ceux et celles qui sont assimilés à la figure de « l'immigré » au hors-champ. Ils doivent devenir invisibles : s'il est impossible de les renvoyer chez eux, de moins qu'on ne les voie ni ne les entende, ni ne compte avec eux.

26. Il y aurait sans doute un rapprochement à faire ici avec ce que Naomi Klein (2008) appelle « stratégie du choc ».

27. Par exemple un lien vers un reportage de F3 titré : « Prison de Condé-sur-Sarthe. Des surveillants se préparent... »

de rue²⁸. Quant à Facebook, son ambition de redéfinir le social est aujourd'hui clairement affichée. Or ces formes discursives engendrent elles aussi sans doute des apprentissages secondaires, nous forment à de nouveaux types d'interactions, à de nouvelles manières d'entrer en relation de façon désinhibée, frontale et potentiellement violente. Elles posent autrement l'acte d'entrer en relation avec autrui, en particulier par rapport à la possibilité d'échanger et de partager un monde sans être d'accord. Ceci nous ramène donc au statut du conflit.

On a compris qu'il était illusoire de réarmer la critique et d'échapper au conflit antagoniste dans lequel nous entraînent les discours analysés ici en leur opposant des valeurs, fussent-elles celles de la raison ou de l'humanisme. Assumer la division de l'énonciation et rétablir le pluralisme face au consensus est sans doute une voie plus prometteuse. Il semble qu'il soit nécessaire, mais non suffisant, de reconnaître l'existence de conflits, y compris celle des conflits antagonistes, et de leur faire place – comme le suggère Chantal Mouffe ; il semble bien qu'il ne soit pas non plus suffisant, même si c'est tout aussi nécessaire, de continuer à travailler à établir les faits dans la sphère publique, à enquêter et à lutter contre les « *alternative facts* » en révélant des faits qui résistent à l'examen²⁹. Mais outre cela il est sans doute nécessaire de proposer d'autres formes conflictuelles, de prendre le risque de la mésentente, et de proposer des alternatives qui prennent la responsabilité de *s'adresser* à autrui. Peut-être l'une des clés de la structure de l'espace public réside-t-elle aujourd'hui dans la manière dont les discours s'adressent à autrui. Il s'agirait d'assumer les divisions à l'œuvre dans l'énonciation et de s'exposer devant autrui plutôt que de s'y affirmer comme interlocuteur à travers un discours que l'on suppose être celui qu'il veut entendre. De se défaire de l'appropriation présumée du discours d'autrui par les techniques de marketing politique ou les mesures d'audience pour réintroduire la distance et l'indétermination d'un futur qui ne soit pas une simple consécution du présent, mais dont les destinataires auxquels on s'adresse puissent être, par ce fait, les dépositaires et les acteurs. Tous les dispositifs que l'on a ici examinés mêlent d'une manière particulière la plus grande distance et la plus grande proximité. Il s'agirait d'assumer la distance de la responsabilité, qui est une distance qui nous relie, ensemble, à un futur possible.

28. Certains journaux ont par exemple pris la décision de retirer la possibilité de laisser des commentaires sur leurs sites ou sur leurs pages FB.

29. Les médias classiques s'organisent pour lutter contre les « *fakes* », mais cela pose d'autres problèmes : doivent-ils aider gracieusement Facebook à devenir un « média d'information » ?

RÉFÉRENCES

- ARENDT H. (1972), *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais ».
- ARENDT H. (1991), *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, coll. « Points ».
- CARDON D. (2013), « Dans l'esprit du pagerank. Une enquête sur l'algorithme de Google », *Réseaux*, n° 177, pp. 63-95.
- DAHLGREN P. (2003), « À la recherche d'un public parlant. Les médias et la démocratie délibérative », in D. CEFAÏ, D. PASQUIER (dir.), *Les sens du public*, Paris, PUF, pp. 291-312.
- DERRIDA J. (1994), *Politiques de l'amitié*, Paris, Galilée.
- DERRIDA J. (2001), *Papier machine*, Paris, Galilée.
- DUMOULIN M. (2002), « Les forums électroniques : délibératifs et démocratiques ? », in D. MONIÈRE (dir.), *Internet et la démocratie : les usages politiques d'Internet en France, au Canada et aux États-Unis*, Québec, Monière et Wollank éditeurs, pp. 140-157.
- FLICHY P. (2008), « Internet et le débat démocratique », *Réseaux*, n° 150, pp. 159-185.
- GRANJON F. (2001), « Mouvements antimondialisation et dispositifs de communication sur réseaux », in *Colloque Bagues, 2001, Globalisme et pluralisme*, Presses de l'Université de Laval, tome 4, pp. 137-154.
- HELLSTRÖMN A., EDENBORG E. (2016), « Politics of shame: life stories of the swedend democrats' voters in a counter public sphere », in J. JAMIN (dir.) *L'extrême droite en Europe*, Louvain-la-Neuve, Bruylant, pp. 457-474.
- JAMIN J. (2016), *L'extrême droite en Europe*, Louvain-la-Neuve, Bruylant.
- KLEIN N. (2008), *La stratégie du choc*, Arles, Actes Sud.
- LYOTARD J.-F. (1983), *Le différend*, Paris, Éditions de Minuit.
- MOUFFE C. (2016), *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.
- MUHLMANN G. (2004), *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages.
- PROULX S. (2012), « L'intelligence du grand nombre : la puissance d'agir des contributeurs sur Internet – limites et possibilités », 7^e Colloque du chapitre français de l'ISKO, « Intelligence collective et organisation des connaissances ». http://www.google.be/search?client=safari&rls=en&q=Serge+Proulx+l'intelligence+du+grand+nombre&ie=UTF-8&oe=UTF-8&gfe_rd=cr&ei=T7r-VY7aL4TEaN0mgIgP
- QUÉRÉ L. (1990), « L'opinion, l'économie du vraisemblable. Introduction à une praxéologie de l'opinion publique », *Réseaux*, n° 43, pp. 33-58.

- RANCIÈRE J. (1995), *La méfiance. Politique et philosophie*, Paris, Galilée.
- RANCIÈRE J. (2000), *Le Partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique.
- RANCIÈRE J. (2008), *Le spectateur émancipé*, Paris, La Fabrique.
- REVAULT D'ALLONES M. (1991), « Le courage de juger », in H. ARENDT, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Paris, Seuil, coll. « Points », pp. 222-244.
- ROUVROY A., BERNS T. (2013), « Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? », *Réseaux*, n° 177, pp. 163-196.
- SERVAIS C. (2014), « Énonciation journalistique et espace public : une hégémonie pleine de voix ? », *Communications*, 32/2. <http://communication.revues.org/5058>.
- SERVAIS C. (2015a), « Appel au peuple / appel du public : décrire la réception comme une adresse », *Questions de communication*, Série Actes, 26, « À la recherche des publics populaires. 1. Faire peuple », pp. 167-180.
- SERVAIS C. (2015b), « La communauté du ressentiment. Adresse au lecteur et médiation d'une posture politique : l'exemple du blog d'Ivan Rioufol », in P. DURAND, S. SINDACO (dir.), *Le discours « néo-réactionnaire »*, Paris, C.N.R.S. Éditions, pp. 127-141.
- SILVERSTONE R. (2007), *Media and Morality: On the Rise of the Mediapolis*, Cambridge, Polity Press.

